



Conseil économique et social

Distr. générale
30 juin 2023
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Organe exécutif de la Convention sur la pollution
atmosphérique transfrontière à longue distance

**Organe directeur du Programme concerté de surveillance
continue et d'évaluation du transport à longue distance
des polluants atmosphériques en Europe**

Groupe de travail des effets

Neuvième session commune

Genève, 11-15 septembre 2023

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Réorganisation et transfert des activités du Centre de synthèse
météorologique-Est : examen des différentes possibilités**

Réorganisation et transfert des activités du Centre de synthèse météorologique-Est : examen des différentes options par l'Organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe

**Note rédigée par la Présidente de l'Organe directeur du Programme
concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport
à longue distance des polluants atmosphériques en Europe**

Résumé

La présente note a été rédigée par la Présidente de l'Organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe en réponse à la requête formulée par l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, qui avait demandé un examen des possibilités de réorganisation et de transfert des activités menées actuellement par le Centre de synthèse météorologique-Est. Il s'agit d'une synthèse des résultats des consultations et des analyses menées par la Présidente et les vice-présidents de l'Organe directeur, avec l'appui des bureaux élargis de l'Organe directeur et du Groupe de travail des effets. On y trouvera six options susceptibles d'être envisagées, les modalités relatives à leur mise en œuvre et une analyse de leurs avantages et inconvénients.



I. Introduction

1. À sa quarante-deuxième session (Genève (hybride), 12-16 décembre 2022), l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (ci-après « Convention sur la pollution atmosphérique ») a pris note et discuté de l'incertitude qui entoure la faisabilité du financement et la mise en œuvre des activités que doit mener en 2023 le Centre de synthèse météorologique-Est (CSM-E) du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP)¹, compte tenu des circonstances décrites dans la résolution ES-11/1 de l'Assemblée générale sur l'agression contre l'Ukraine². Il a donc demandé à l'Organe directeur de l'EMEP « d'évaluer les possibilités de réorganisation et de transfert des activités actuellement menées par le centre, en tenant dûment compte de la nécessité de préserver l'équilibre géographique, et de rendre compte de cette évaluation à l'Organe exécutif à sa quarante-troisième session »³.
2. La présente note est une synthèse des résultats des consultations et des analyses menées par la Présidente et les vice-présidents de l'Organe directeur de l'EMEP, avec l'appui des bureaux élargis de l'Organe directeur de l'EMEP et du Groupe de travail des effets, qui se sont réunis du 24 au 26 avril 2023 à Upsal (Suède). Les observations soumises par courriel, en mai 2023, par les points de contact nationaux des Parties y sont également prises en compte. On trouvera ci-dessous six options susceptibles d'être envisagées, les modalités relatives à leur mise en œuvre et une analyse de leurs avantages et inconvénients.
3. L'Organe directeur de l'EMEP et le Groupe de travail des effets examineront plus avant les options exposées ci-après à leur neuvième session commune (11-15 septembre 2023), puis une version finale de la présente note sera élaborée et soumise à l'Organe exécutif de la Convention afin qu'il l'examine et prenne une décision.
4. Les six options envisagées sont les suivantes :
 - a) Option 1 : transférer le CSM-E de l'EMEP dans une organisation existante qui a manifesté le souhait de l'héberger, à savoir l'Institut Jožef Stefan de Ljubljana (la lettre de l'Institut Jožef Stefan est reproduite à l'annexe de la présente note) ;
 - b) Option 2 : transférer le CSM-E dans un nouveau centre situé dans un pays de la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale : la Géorgie s'est dite intéressée par cette solution à moyen ou long terme ;
 - c) Option 3 : combiner les première et deuxième solutions : à court terme, transférer le CSM-E à l'Institut Jožef Stefan, et, à moyen et long termes, établir un nouveau centre en Géorgie (ou dans un autre pays intéressé de la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale) pour renforcer et faciliter la coopération scientifique entre les centres de l'EMEP et les experts nationaux des pays de la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale ;
 - d) Option 4 : confier les activités du CSM-E aux autres centres de l'EMEP, en particulier le Centre de synthèse météorologique-Ouest (CSM-O), le Centre des inventaires et des projections des émissions (CIPE) et le Centre pour les modèles d'évaluation intégrée (CMEI) ;
 - e) Option 5 : créer un nouveau système de gouvernance pour les travaux de modélisation de l'EMEP reposant sur un seul centre de modélisation (CSM) qui serait responsable de l'élaboration et de l'application du cadre de modélisation de l'EMEP, éventuellement avec le soutien d'équipes externes qui joueraient le rôle de centres « auxiliaires » ou « satellites ». Le nouveau CSM pourrait être un centre qui existait déjà (par exemple le CSM-O ou le CMEI). Les centres satellites seraient composés des équipes existantes qui ont acquis les aptitudes et l'expérience nécessaires pour concourir aux activités du CSM ;
 - f) Option 6 : maintenir le statu quo : le CSM-E continue d'être hébergé par l'institution hôte actuelle, sur le même lieu d'implantation.

¹ Le Centre de synthèse météorologique-Est est hébergé par une organisation du même nom basée à Moscou.

² A/RES/ES-11-1.

³ ECE/EB.AIR/150, par. 37, al. c).

5. Il est supposé, à ce stade, que le budget habituellement consacré aux activités du CSM-E (environ 450 000 dollars par an) ne sera ni augmenté ni réduit. Il convient également de noter que, pour mettre en œuvre les cinq premières options, il serait nécessaire d'allouer des ressources financières supplémentaires au transfert d'informations depuis l'organisation hôte actuelle du CSM-E (transférabilité des bases de données, modèles, etc.). Le montant des allocations budgétaires nécessaires pour cette opération n'a pas encore été évalué, et les démarches à entreprendre ne sont pas abordées dans la présente note.

6. Il y a lieu de noter que, du point de vue de l'Organe directeur de l'EMEP, les considérations liées au budget nécessaire à la mise en pratique des différentes options ne devraient pas intervenir dans l'analyse de l'intérêt que présentent les solutions proposées. Les questions liées aux allocations budgétaires concernent tous les centres de l'EMEP. Il est ressorti de l'examen approfondi réalisé en 2018 par la Présidente de l'Organe directeur de l'EMEP et présenté à l'Organe exécutif, à sa trente-huitième session, que le budget de l'EMEP n'était pas suffisant pour financer toutes les activités des centres de l'EMEP selon le plan de travail établi, et qu'il fallait généralement recourir au cofinancement⁴. Compte tenu de ce qui précède, la concordance entre le budget de l'EMEP consacré aux activités du CSM-E (conception et mise en œuvre) et le coût réel de ces activités ne peut pas servir de critère d'évaluation des options à ce stade.

II. Analyse des six possibilités

A. Option 1 : transférer le Centre de synthèse météorologique-Est à l'Institut Jožef Stefan (Ljubljana)

7. Fondé en 1949 et situé à Ljubljana, l'Institut Jožef Stefan est l'institut national slovène de recherche scientifique. Quelque 1 000 experts et chercheurs y travaillent dans les domaines de la physique, de la chimie, de la biochimie, de l'électronique et de l'informatique, de la technologie nucléaire, de l'utilisation de l'énergie et de la science de l'environnement. La chimie analytique environnementale, les cycles biochimiques, la géochimie isotopique, la radiochimie et la modélisation de l'évaluation des risques et de l'impact sur l'environnement ne sont que quelques exemples des disciplines scientifiques dans lesquelles son département des sciences de l'environnement a acquis des compétences spécialisées.

8. Le 18 avril 2023, le Directeur de l'Institut Jožef Stefan, Bostjan Zalar, a pris contact avec la Présidente de l'Organe exécutif, Kimber Scavo, et la Présidente de l'Organe directeur de l'EMEP, Laurence Rouil, pour leur faire savoir que la Slovénie et l'Institut Jožef Stefan étaient disposés à mener les activités du CSM-E de l'EMEP et leur proposer que l'Institut accueille le CSM-E :

L'évaluation par modélisation de la pollution due aux métaux lourds et aux polluants organiques persistants, principale activité du CSM-E, présente un grand intérêt pour l'Institut Jožef Stefan (IJS) (www.ijs.si), plus précisément son département des sciences de l'environnement (www.environment.si), qui dispose de vastes connaissances spécialisées dans la recherche sur la pollution due à différentes matières toxiques telles que les métaux toxiques, les polluants persistants, les nouveaux contaminants préoccupants, etc. En particulier, le département prend part à des travaux de coopération internationale de grande ampleur sur la pollution par le mercure dans le cadre de projets scientifiques et à l'appui des activités entreprises dans le contexte du Programme des Nations Unies pour l'environnement et au titre de la Convention de Minamata sur le mercure. Il participe à de nombreux cadres et initiatives internationaux dans ce domaine. Il a notamment concouru aux travaux

⁴ Voir le document informel n° 3 (non traduit) publié au titre du point 9 de l'ordre du jour (Ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de la Convention), sous l'onglet « Informal and other documents », intitulé *In-depth review of the EMEP budget, covered by the mandatory contributions and annotated EMEP budget proposal for 2019* (Examen approfondi du budget de l'EMEP financé par les contributions obligatoires et proposition annotée de budget pour 2019). Voir <https://unece.org/environmental-policy/events/executive-body-thirty-eighth-session>.

préparatoires de la Convention de Minamata après la publication, en 2002, de la première Évaluation mondiale du mercure, et contribué à l'élaboration des rapports publiés en 2013 et 2018. L'Institut est en mesure de consacrer d'importantes ressources informatiques à l'exploitation du centre de modélisation du CSM-E, et son département des sciences de l'environnement peut offrir de l'espace et un accès aux équipements informatiques.

9. Le 28 avril 2023, le Directeur de l'Institut Jožef Stefan a confirmé la proposition susmentionnée dans une lettre officielle adressée au secrétariat de la Convention sur la pollution atmosphérique. Cette proposition a reçu le soutien des autorités slovènes et du Ministère de l'environnement, du climat et de l'énergie. La Directrice du département des sciences de l'environnement de l'Institut, Milena Horvat, a également souligné que son département coopérait et entretenait des contacts directs avec les experts du CSM-E depuis de nombreuses années et que cela pourrait simplifier le transfert des activités menées actuellement par le Centre dans son nouveau lieu d'implantation potentiel.

10. Cette option présente les avantages suivants :

a) La disponibilité de compétences, d'aptitudes, d'expérience et de ressources (humaines et matérielles) dans les domaines des métaux lourds, des polluants persistants et des nouveaux contaminants préoccupants ;

b) La mise en œuvre qui peut être envisagée à court terme, avec le soutien des experts actuels du CSM-E. La continuité de la plupart des activités mises en place par le CSM-E, conformément au plan de travail de l'EMEP, pourrait donc être garantie en 2024 et au-delà. L'Institut Jožef Stefan jouit d'une grande expérience dans le domaine de la pollution de l'air par les métaux lourds et pourrait donc facilement prendre en charge ce volet des activités. Les travaux concernant les polluants organiques persistants (POP) seraient développés sur une plus longue période ;

c) Le transfert aisé des bases de données, des modèles et des outils scientifiques mis au point par le CSM-E ces dernières décennies ;

d) La continuité de la collaboration avec les organes de la Convention de Minamata sur le mercure et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (ainsi que de la Convention sur la protection de l'environnement marin dans la région de la mer Baltique et de la Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est), volet important du mandat du CSM-E jugé essentiel par les Parties à la Convention sur la pollution atmosphérique.

11. L'un des inconvénients de cette option est que le statut de membre de l'Union européenne de la Slovénie pourrait être considéré comme étant en contradiction avec l'idée d'une répartition géographique équitable mise en avant par l'Organe exécutif comme facteur à prendre en compte. On pourrait néanmoins considérer la proximité de la Slovénie avec les pays des Balkans comme une proposition de valeur ajoutée à l'appui de l'élargissement de la portée géographique des activités menées au titre de la Convention sur la pollution atmosphérique.

12. Cette option pourrait être mise en place rapidement étant donné que l'Institut Jožef Stefan pourrait prendre en charge une grande partie des activités du CSM-E (au moins celles qui portent sur les métaux lourds) en 2024. L'Institut pourrait ensuite renforcer progressivement ses capacités en ce qui concerne les questions relatives aux POP et la modélisation.

B. Option 2 : transférer le Centre de synthèse météorologique-Est dans un nouvel établissement en Géorgie

13. L'idée de transférer le CSM-E dans un nouveau centre situé dans la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale a été abordée à la quarante-deuxième session de l'Organe exécutif⁵. À cette occasion, la Géorgie a manifesté de manière informelle son intérêt pour cette option, dont les autorités nationales examinent actuellement la faisabilité.

14. Pour la Géorgie, la principale difficulté serait de mobiliser de nouvelles ressources – tant humaines que matérielles (laboratoires et moyens informatiques) – pour mettre sur pied et faire fonctionner un nouveau centre aux fins du transfert du CSM-E. Le renforcement des capacités serait un facteur déterminant dans ce transfert et prendrait du temps. À ce stade, il est difficile d'estimer le temps qu'il faudrait pour mettre en place en Géorgie un nouveau centre scientifique opérationnel qui s'occuperait des métaux lourds et des POP, mais il semble qu'au moins cinq ans seraient nécessaires. Une approche par étapes assortie de priorités à court terme pourrait être envisagée, mais on ne peut s'attendre à pouvoir entreprendre les premières activités avant 2026.

15. Le calendrier dépendrait de la disponibilité d'un appui scientifique externe (experts des autres centres de l'EMEP, experts nationaux des Parties, etc.), de la qualité du transfert de connaissances depuis l'ancien CSM-E, et des ressources internes et/ou externes que la Géorgie serait en mesure de mobiliser pour les besoins de la conception, de l'établissement et du fonctionnement d'un nouveau centre. Il faudra quantifier ces paramètres afin de mieux pouvoir évaluer l'intérêt de cette option, dont la mise en place prendrait un certain temps. Entre-temps, les activités relatives aux métaux lourds et aux POP devraient être interrompues alors qu'elles revêtent une importance déterminante dans la stratégie scientifique relative à la Convention sur la pollution atmosphérique.

16. D'un autre côté, la réimplantation du CSM-E en Géorgie permettrait de préserver la répartition géographique équitable des centres de la Convention sur la pollution atmosphérique et serait une excellente occasion de renforcer l'approche scientifique inclusive pour la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale promue au titre de la Convention.

17. En tant que solution à part entière, cette option ne permettrait pas d'assurer, à court terme, la continuité des activités scientifiques confiées au CSM-E. Il faudrait au moins trois à cinq ans pour la mettre en pratique.

C. Option 3 : combiner les première et deuxième options

18. La recherche d'une solution qui puisse être mise en œuvre rapidement et permette d'assurer la nécessaire répartition géographique équitable des centres mène à la combinaison des première et deuxième options proposées : transférer les activités actuelles du CSM-E vers l'Institut Jožef Stefan et créer un nouveau centre en Géorgie qui serait responsable du renforcement des capacités techniques et scientifiques dans la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale. La mission de renforcement des capacités du nouveau centre devrait être approuvée et précisée en fonction des besoins manifestés par l'Organe exécutif.

19. Les avantages que présente la prise en charge des activités du CSM-E par l'Institut Jožef Stefan sont exposés plus haut et demeurent valables. L'option 3 consisterait en outre à établir (et financer), à moyen ou long terme, un nouveau centre situé en Géorgie qui servirait d'intermédiaire entre les centres techniques existants de l'EMEP (dont le CSM-E hébergé par l'Institut Jožef Stefan) et les experts nationaux des pays de la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale afin de faciliter le transfert des connaissances, des données et des résultats de modélisation et l'exécution de la stratégie en matière de science (et, à terme, de politique générale) relative à la Convention sur la pollution atmosphérique. Les centres techniques de l'EMEP inscrivent généralement dans leur plan de travail des initiatives de diffusion des connaissances auprès des pays de la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale, dont la mise en œuvre serait plus efficace si elles étaient gérées par un centre

⁵ ECE/EB.AIR/150, par. 31 à 34.

spécialement chargé d'adapter et de faciliter la diffusion des résultats scientifiques dans la région. Le nouveau centre aura pour tâches, entre autres, de renforcer les capacités, d'évaluer des solutions qui offrent plus de souplesse et de faire le nécessaire pour que le nombre de ratifications augmente. Cette option pourrait donc offrir une valeur ajoutée au-delà de ce que fait l'actuel CSM-E et résoudrait certains problèmes mis en évidence au cours de l'examen du Protocole de Göteborg modifié, qui s'est terminé en décembre 2022, tels que l'application du Protocole dans la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale et la nécessité d'accroître le nombre de ratifications. Il convient de noter que cette option est la seule qui prévoit l'établissement d'un organe dont l'un des objectifs serait de renforcer les capacités. Il appartient à l'Organe exécutif de déterminer s'il y a un intérêt à mettre sur pied un centre consacré au renforcement des capacités.

20. Étant donné que de nouvelles activités seraient mises en place dans le cadre de cette option, il sera peut-être nécessaire d'augmenter le budget des contributions obligatoires des parties au Protocole relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (Protocole EMEP). Il serait particulièrement important de veiller à ce que les nouvelles activités de renforcement des capacités ne réduisent pas la quantité de travail à consacrer aux travaux scientifiques menés par le CSM-E dans les domaines des métaux lourds et des POP, surtout si la portée du travail de diffusion était élargie à d'autres sujets en plus des questions liées à ces deux domaines.

21. S'agissant des délais, l'approche envisagée serait progressive : à court terme, le démarrage des activités au sein de l'Institut Jožef Stefan, en tant que nouvel hôte du CSM-E, et, à plus long terme (trois à cinq ans), l'ouverture du nouveau centre.

D. Option 4 : confier les activités et la mission du Centre de synthèse météorologique-Est aux autres centres de l'EMEP

22. Au lieu de chercher un lieu où transférer le CSM-E, l'idée est de confier les activités du centre actuel aux autres centres, en fonction de leurs compétences :

- le CSM-O et le CMEI, pour la modélisation ;
- le CIPE, pour les émissions et les projections.

23. À première vue, cette option a deux grands avantages :

- Les aptitudes et l'expérience des centres de l'EMEP et leur connaissance de la stratégie et des priorités relatives à la Convention sur la pollution atmosphérique pourraient permettre d'assurer la continuité d'une partie des activités du CSM-E.
- Cette option a peu d'effets sur la gouvernance des organes scientifiques, dans la mesure où leur mandat serait prolongé.

24. Elle présente néanmoins quelques inconvénients :

- Certaines activités de modélisation du CSM-E sont difficiles à déplacer dans d'autres centres de modélisation parce qu'elles reposent sur des compétences et une expérience bien précises acquises par le CSM-E pendant de nombreuses années et ne relèvent pas actuellement des domaines visés par les autres organisations hôtes, à savoir l'Institut météorologique norvégien et l'International Institute for Applied Systems Analysis. C'est le cas de la modélisation multimédia du comportement des POP (transferts entre le sol, l'atmosphère et les végétaux), de la remise en suspension et des émissions secondaires.
- Étant donné que le produit intérieur brut (PIB) varie d'un pays hôte à l'autre, le budget que reçoit actuellement le CSM-E aux fins de l'exécution des aspects du plan de travail de l'EMEP relatifs aux POP et aux métaux lourds ne suffira pas pour couvrir les dépenses liées à ces mêmes activités si elles sont menées par d'autres centres.
- Il sera peut-être difficile de savoir à quels centres confier ces activités et ressources supplémentaires en cas de concurrence potentielle entre les centres ou les équipes spéciales intéressés.

E. Option 5 : établir un centre de modélisation unique pour l'EMEP

25. Cette option ferait considérablement évoluer la gouvernance des centres de l'EMEP étant donné que le CSM-O et le CSM-E coexisteraient au sein d'un seul centre de modélisation (CSM). Son lieu d'implantation devrait être déterminé dans le cadre d'un plan à long terme relatif à la gouvernance scientifique établie au titre de la Convention. Il pourrait être installé dans l'un des centres existants (le CSM-O ou l'International Institute for Applied Systems Analysis) ou dans un nouveau centre.

26. Les activités de modélisation seraient coordonnées et en partie mises en œuvre par ce centre unique. Si certaines tâches nécessitent des aptitudes et des ressources humaines et informatiques qui ne sont pas disponibles dans le centre ou l'organisation hôte, elles seraient exécutées par des équipes d'experts « satellites » qui ne feraient pas nécessairement partie de l'organisation hôte et qui pourraient être considérées comme des centres auxiliaires.

27. Cette approche, qui vise à développer un réseau de centres de modélisation, permettrait d'assurer une répartition géographique équitable grâce au lieu d'implantation des équipes satellites et d'améliorer la cohérence de la stratégie de modélisation de l'EMEP (tout en évitant que des activités et des outils fassent double emploi). De nouvelles équipes pourraient rejoindre le réseau et l'Institut Jožef Stefan pourrait devenir l'un des centres satellites évoqués ci-dessus.

28. Cette option doit être envisagée dans une perspective à long terme, car sa mise en place passerait par l'établissement d'un nouveau système de gouvernance pour les centres de l'EMEP. Elle ne permettrait pas d'assurer à court terme la continuité des activités scientifiques menées par le CSM-E. Il serait peut-être nécessaire de modifier en conséquence l'annexe de la version actuelle du Protocole EMEP (adopté par consensus par l'Organe exécutif)⁶. À ce stade, cette option est donc exposée dans la présente note afin que l'analyse soit exhaustive.

F. Option 6 : maintenir le statu quo

29. Cette option consiste à conserver les modalités actuelles d'hébergement des activités scientifiques et techniques du CSM-E, sans changer son lieu d'implantation et sans le transférer dans une autre organisation. Toutefois, compte tenu de l'incertitude concernant la faisabilité du financement et la mise en œuvre des activités du programme de travail du CSM-E, en raison des circonstances mentionnées dans la résolution [ES-11/1](#) de l'Assemblée générale sur l'agression contre l'Ukraine, cette option sera très difficile à mettre en œuvre tant que la situation ne changera pas et que l'agression militaire se poursuivra.

III. Recommandation du Bureau élargi de l'Organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe

30. À court terme, l'option qui semble la plus réaliste en pratique est celle du transfert du CSM-E à l'Institut Jožef Stefan (option 1). Cette approche permettrait sans conteste d'assurer la continuité des travaux scientifiques relatifs aux métaux lourds et aux POP menés au titre de la Convention sur la pollution atmosphérique (conformément au plan de travail et à la stratégie scientifique relative à la Convention) et de maintenir une bonne collaboration avec les organes d'autres conventions en la matière.

31. La première option garantirait également un transfert rapide et sûr des bases de données, modèles, outils et compétences spécialisées du CSM-E vers la nouvelle organisation hôte.

⁶ Protocole relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe, art. 4, al. 2) b).

32. Il est certain que l'Institut Jožef Stefan et son département des sciences de l'environnement seront en mesure de prendre en charge les activités du CSM-E.

33. L'établissement d'un nouveau centre en Géorgie (option 2) est le meilleur moyen de parvenir à la répartition géographique équitable recommandée par l'Organe exécutif, mais il faudrait plusieurs années pour que ce centre soit mis sur pied et la Géorgie et les organes de la Convention devraient consacrer des ressources non négligeables au renforcement des capacités. Les questions liées aux métaux lourds et aux POP figurent sur la liste des priorités de la stratégie scientifique relative à la Convention, et il serait à la fois contre-productif et déconseillé de geler les activités connexes pendant plusieurs années sans prévoir un plan transitoire à court terme.

34. La troisième option (soit la combinaison des deux premières) est le meilleur compromis entre la nécessité de poursuivre les travaux scientifiques sur les métaux lourds et les POP et celle de tenir compte de l'équilibre géographique dans la répartition des centres. Le Bureau élargi de l'Organe directeur de l'EMEP estime qu'elle pourrait, d'une part, faciliter le transfert des bases de données, modèles et compétences spécialisées du CSM-E vers un nouveau pays hôte, et, d'autre part, favoriser le développement du renforcement des capacités dans la région Europe orientale, Caucase et Asie centrale. Il recommande d'examiner attentivement cette option, qui tient dûment compte de la plupart des éléments mentionnés par l'Organe exécutif.

35. La décision pourrait être prise en deux temps, c'est-à-dire que l'on ne s'engagerait d'abord qu'à mettre en œuvre l'option à court terme (transférer le CSM-E à l'Institut Jožef Stefan) et que la décision relative à la solution à long terme pourrait être reportée dans l'attente d'informations supplémentaires.

36. Le Bureau élargi de l'Organe directeur de l'EMEP estime qu'il ne serait pas intéressant de confier les activités du CSM-E aux autres centres de l'EMEP (option 4), car ces centres n'ont pas les compétences ni l'expérience nécessaires pour mener à bien toutes les activités prévues dans le mandat du CSM-E. Le CSM-O était vivement opposé à cette option, et le Bureau élargi de l'Organe directeur de l'EMEP ne la recommande pas.

37. Le principe d'une nouvelle structure de gouvernance pour les centres de modélisation de l'EMEP reposant sur un seul centre (CSM) qui coordonnerait les travaux de modélisation confiés à plusieurs centres satellites (ou centres auxiliaires) (option 5) est intéressant, puisqu'une telle structure offrirait une certaine souplesse, mais elle ne pourrait être envisagée que dans une perspective à long terme (5 à 10 ans). Avant de la mettre en œuvre, il faudrait réaliser des travaux considérables pour, entre autres, déterminer le système de gouvernance adéquat, faire l'inventaire des capacités susceptibles d'être mobilisées dans la région de la CEE afin de développer le réseau de centres auxiliaires, analyser les questions juridiques et financières et modifier l'annexe du Protocole relatif à l'EMEP.

Annexe

Lettre de l'Institut Jožef Stefan au secrétariat de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

Jožef Stefan Institute, Ljubljana, Slovenia

Jamova cesta 39, POB 3000, SI - 1001 Ljubljana, Slovenia / www.ijs.si
Tel.: +386 1 477 3900 / Fax: +386 1 453 5400



Date: 6.4.2023

Ms. Albena Karadjova
Secretary to the Convention on Long-range Transboundary Air Pollution
Environment Division
United Nations Economic Commission for Europe
Office S-350
Palais des Nations
8-14 avenue de la Paix
CH - 1211 Geneva 10, Switzerland

Dear Ms. Karadjova,

In response to your February 2023 request regarding MSC-E activities, we would like to express our strong interest in the information and data products on air pollution by heavy metals and persistent organic pollutants generated by the EMEP programme. This topic is particularly relevant for Slovenia due to its geographical location and the rather limited coverage of the region with measurements of heavy metals and persistent organic pollutants. Moreover the model assessment of the level of pollution and transboundary transfer of pollution from other countries plays an important role in the development of the national mitigation policy and the fulfillment of the country's international obligations. We would therefore like to express our interest in joining, strengthening and strongly supporting the continuation of activities focused on heavy metal and persistent organic pollutant pollution under the LRTAP Convention.

In reference to the decision of the Executive Body of the LRTAP Convention and its request to assess the possibility of reorganizing and relocating activities of heavy metals and persistent organic pollutants (ECE/EB.AIR/150), we would like to propose Slovenia as the host country for location of this EMEP research center. Modeling assessment of pollution by heavy metals and persistent organic pollutants, which is the main activity of the MSC-E, is of great interest of the Jožef Stefan Institute (IJS) (www.ijs.si), more specifically for the *Department of Environmental Sciences* (www.environment.si), which has extensive expertise in the field of environmental pollution research with various toxic substances, including toxic metals, persistent pollutants, pollutants of emerging concern (CEC), etc. In particular, the Department is involved in intensive international cooperation focusing on mercury pollution in the framework of scientific projects and in support of activities within the framework of the UN Environment and the Minamata Convention. The Department is a member of numerous international frameworks and initiatives in this field. For example, the Department has been involved in the preparatory work of the Minamata Convention since the first Global Mercury Assessment (report GMA) published in 2002 and contributed to reports published in 2013 and 2018. The Institute has significant computing resources to provide for the operation of the Modeling Center of the MSC-E and the Department of Environmental Sciences can offer space and access to computing facilities.

Jožef Stefan Institute, Ljubljana, Slovenia

Jamova cesta 39, POB 3000, SI - 1001 Ljubljana, Slovenia / www.ijs.si
Tel.: +386 1 477 3900 / Fax: +386 1 453 5400



The extensive experience of international cooperation of the Institute and close cooperation with the *International Postgraduate School* (www.mps.si) can enable the inclusion of highly qualified scientists in the work of the center. It is also worth noting that the Department of Environmental Sciences has many years of experience in cooperation and direct contacts with key MSC-E experts, which can greatly simplify the transfer of the activities currently carried out by the center to its successor and the inclusion of these experts in the work of the center to assure continuous implementation of the MSC-E activities in the future.

We have already discussed this issue with the highest level official of the Ministry of the Environment who are also very supportive of this proposal. In case needed, we can send a letter of interest signed by the state representatives and the Minister, Ministry of the Environment, Climate and Energy.

We sincerely hope that you will find this proposal suitable and acceptable and we kindly request your guidance and further formal guidance in this regard.

Yours sincerely,

Digitally signed by BOŠTJAN
ZALAR
Date: 2023.04.27 19:54:22
+02'00'

Prof. Dr. Boštjan Zalar
Director
Jožef Stefan Institute
Slovenia